

# Tribune

## Conflit au Nord-Kivu : une guerre civile qui ne dit pas son nom ?

Loup Viallet

Valeurs actuelles, 29 mars 2025

Alors que le M23 reprend les armes au Nord-Kivu, le conflit glisse vers une guerre civile que nul ne veut nommer. Derrière le soutien du Rwanda, ce sont surtout des fractures congolaises, héritées de l'histoire coloniale et des tensions ethniques, et un État défaillant, qui alimentent la rébellion. À force d'analyses simplistes et de médiations biaisées, la communauté internationale maintient la situation dans l'impasse. Pour le géopolitologue Loup Viallet, il devient indispensable de reconnaître les ressorts locaux du conflit et d'engager un vrai dialogue avec le M23 pour espérer une paix durable dans cette région clé de l'Afrique centrale.

Réduit au silence en 2013 après une déroute humiliante, le M23 renaît de ses cendres en 2021, reprenant les armes et s'emparant de vastes territoires du Nord-Kivu face à une armée congolaise désorganisée et vacillante. Mais quels objectifs animent cette résurgence ? Le groupe armé affirme vouloir des garan-



L'Occident ne voit ce conflit qu'avec les yeux de Kinshasa, comme ici lors d'une manifestation à Londres en février. Mais ses racines sont profondes. Photo©SOPA Images/SIPA

ties de sécurité pour les Tutsis du Kivu, dont il se proclame le protecteur, arguant que les accords de paix de 2013 n'ont jamais été sérieusement mis en œuvre.

Kinshasa, pour sa part, dénonce l'ombre de Paul Kagame, accusant Kigali de manipuler cette rébellion à des fins géopolitiques et éco-

nomiques. Une grille de lecture commode, qui permet de détourner l'attention des responsabilités propres au pouvoir congolais et de dissimuler l'échec structurel d'une gouvernance incapable de répondre aux fractures de l'Est du pays. Car si l'appui militaire du Rwanda est une évidence, le M23 reste d'abord l'émanation des failles profondes de la République démocratique du Congo : héritage colonial empoisonné, conflits identitaires, rivalités foncières et course effrénée au contrôle des ressources minières.

Nier cette complexité, c'est s'enfermer dans une diplomatie illusoire, vouée à l'impuissance, et laisser prospérer l'instabilité dans une région cruciale pour l'équilibre économique mondial.

La tragédie de l'Est congolais ne s'inscrit pas dans l'actualité immédiate mais dans une mémoire longue, douloureuse et stratifiée. Depuis la période coloniale, le Kivu cristallise les tensions interethniques et les luttes d'intérêts entre communautés locales et autorités successives. Au cœur de cette histoire empoisonnée : le peuplement forcé imposé par l'administration belge entre les années 1920 et 1950, qui favorisa l'installation de populations rwandophones — Hutus et Tutsis — pour répondre aux besoins en main-d'œuvre des plantations et des exploitations minières.

Cette politique démographique brutale bouleversa durablement l'équilibre foncier et identitaire de la région, exacerbant les divisions entre les ethnies dites "autochtones" (Hunde, Nande, Nyanga) et les "Banyarwanda", pourtant enracinés depuis des générations. L'indépendance de 1960, suivie de la zaïrianisation de Mobutu en 1973 ne firent

qu'aggraver cette fracture : les Tutsis congolais virent leur citoyenneté contestée, furent traités par certains comme des étrangers de l'intérieur, alimentant un ressentiment profond et des cycles récurrents de violence.

## **Un chaos nourri par les traumatismes et attisé par la ruée vers les ressources minières**

Les années 1990 marquent l'embrasement : la chute de Mobutu, les deux guerres du Congo, l'afflux massif de génocidaires hutus fuyant le Rwanda et la fragmentation du Kivu en zones d'influence concurrentes, livrées aux appétits conjugués du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi, des FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo), des milices maï-maï, du CNDP (Congrès national pour la défense du peuple), du RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie) et plus tard du M23. Dans ce chaos nourri par les traumatismes et attisé par la ruée vers les ressources minières, le M23 voit le jour, prolongement direct du CNDP de Laurent Nkunda, lui-même issu du RCD, dans une généalogie de rébellions tutsies soutenues par Kigali.

Ainsi se dessine une cartographie complexe, où l'histoire coloniale, la question foncière, les identités contestées et les convoitises économiques ont fait de l'Est congolais un volcan toujours prêt à entrer en éruption.

## Un groupe armé congolais aux revendications locales

Si le Mouvement du 23 mars s'inscrit dans l'histoire tumultueuse de l'Est congolais, ses revendications, elles, demeurent profondément enracinées dans le terreau national. Dès sa création en 2012, le M23 se dresse contre le non-respect des accords de Goma, censés garantir l'intégration des anciens combattants du CNDP au sein des FARDC. Kinshasa, réticent à accorder une place stratégique à des officiers tutsis dans son appareil militaire, choisit la marginalisation plutôt que l'inclusion, précipitant ainsi le retour aux armes.

Mais au-delà des griefs militaires, ce sont des préoccupations existentielles qui animent le M23 : l'accès à la terre et la protection des Tutsis congolais. La répétition de massacres ciblés, de Kisangani en 2002 aux violences persistantes contre les Banyamulenge, a ancré chez les rebelles la conviction que seule la force peut assurer la survie de leur communauté dans un État perçu comme hostile ou indifférent.

Là où le pouvoir congolais ne voit qu'un prolongement des ambitions de Kigali, le M23 revendique une légitimité de terrain. Dans les zones qu'il contrôle, le mouvement met en place une gouvernance parallèle, impose des taxes, régule les échanges et s'efforce de faire émerger un embryon d'administration là où l'État s'est effondré. Une logique d'autonomisation qui, à l'instar d'autres groupes armés comme les Maï-Maï, vient déconstruire la thèse réductrice du

simple agent rwandais.

Il serait illusoire de nier le rôle stratégique joué par Kigali dans la résurgence du M23. Les rapports onusiens abondent : soutien militaire avéré, transferts d'armes, renseignements partagés, appui logistique... Et pourtant, réduire le M23 à une simple marionnette du Rwanda relève d'une lecture réductrice, incapable de saisir les nuances d'un conflit bien plus enraciné.

Le récent cessez-le-feu signé à Doha entre la RDC et le Rwanda illustre ce paradoxe : aucune mention du M23 dans l'accord. Si Kigali exerçait un contrôle total sur le mouvement, n'aurait-il pas négocié au nom de ses protégés ? Cette omission en dit long : le M23 n'est pas qu'un prolongement extérieur, mais bien un acteur autonome, mû par des ambitions propres, ancrées dans la réalité congolaise.

Le soutien du Rwanda répond à une logique plurielle — intérêts politiques, sécurité régionale, stratégie d'influence — mais aussi à un réflexe identitaire, hérité du traumatisme du génocide, qui pousse Kigali à surveiller de près les tensions ethniques dans son environnement immédiat.

Malgré cela, l'Occident persiste à lire la crise uniquement à travers le prisme de Kinshasa. Le 17 mars 2025, l'Union européenne frappe fort : sanctions contre des chefs du M23 et des officiers rwandais. Objectif affiché : contraindre Kigali, isoler la rébellion. Résultat ? Un revers diplomatique. Le M23 claque la porte des négociations de Luanda. Pendant ce temps, les combats s'intensifient, et l'urgence humanitaire se mue en désastre silencieux.

## La nature profondément congolaise du conflit

La crise de l'Est congolais continue d'être enfermée dans une lecture binaire : un duel figé entre Kinshasa et Kigali. Une simplification commode pour les diplomaties étrangères, mais qui évite l'essentiel, à savoir affronter la nature profondément congolaise du conflit. Tant que la communauté internationale refusera d'admettre cette réalité, les processus de paix tourneront à vide.

Le véritable enjeu consiste à reconnaître le M23 non comme un simple bras armé du Rwanda, mais comme un acteur politique à part entière, porteur de revendications locales. Encore faut-il que Kinshasa accepte de briser le tabou, de reconnaître les rwandophones congolais comme partie prenante légitime et d'engager un dialogue sincère au lieu de nourrir une rébellion qu'il prétend vouloir éradiquer.

## Placer les vraies questions au cœur des discussions

L'Europe, et la France en particulier, dispose d'un levier important. Car la lassitude est palpable, et nombreux sont les partenaires internationaux qui refusent désormais de cautionner une approche trop déséquilibrée. Les tentatives de médiation, à l'instar de celles de Doha et de Luanda, échouent précisément parce qu'elles évitent les vraies questions : explosion foncière, gouvernance déliquescence, corruption systémique.

En plaçant ces facteurs au cœur de la discussion, et en contraignant Kinshasa à une négociation inclusive, on pourrait amorcer une sortie de crise durable, et par là même désamorcer les logiques d'ingérence. Laisser le Kivu s'enfoncer, c'est condamner toute perspective de stabilité pour l'Afrique centrale. Il est temps de troquer les postures pour une lucidité politique.